

## *Santé mentale des jeunes : nous ne pouvons plus détourner le regard*

Des jeunes de 15 ans accumulant jusqu'à 6 diagnostics -parfois contradictoires- mais toujours associés à des prescriptions. Des antipsychotiques prescrits à des bambins d'âge préscolaire. Une augmentation importante du nombre de jeunes diagnostiqués pour des problèmes de santé mentale et qui consomment des psychotropes. Une volonté gouvernementale de dépistage précoce chez les enfants, allant de pair avec des coupures drastiques qui affectent les services offerts. Des compagnies pharmaceutiques qui y voient l'ouverture d'un lucratif nouveau marché. Autant de raisons de s'inquiéter de la santé mentale des jeunes. Ces inquiétudes sont loin d'être l'apanage de quelques personnes ou groupes isolés. À preuve, des constats préoccupants ont été dégagés lors d'une vaste consultation menée par trois regroupements québécois au cours des derniers mois (160 jeunes, 150 personnes intervenantes et 50 organismes)<sup>1</sup>.

Il est tout d'abord préoccupant de constater la place omniprésente de la médication pour régler les difficultés vécues par les jeunes. Bien souvent, lors d'une demande d'aide, la médication est la seule réponse que recevront un jeune et sa famille, alors même que les intervenants œuvrant auprès d'eux constatent que ces problèmes sont souvent sociaux, et exigent une réponse plus large, incluant des approches complémentaires et alternatives. De plus en plus de difficultés scolaires, familiales, relationnelles, économiques, existentielles, etc. sont ainsi considérées comme des pathologies à traiter avec des moyens pharmacologiques alors que leurs causes profondes devraient être recherchées ailleurs que dans des dysfonctionnements d'ordre biologiques ou neurologiques.

D'autre part, le rôle du diagnostic dans notre système de soutien et d'accompagnement des jeunes prend des dimensions alarmantes. Le diagnostic psychiatrique constitue souvent le passage obligé pour avoir accès à des services de soutien, alors qu'il ne serait pas essentiel à la compréhension des difficultés exprimées par le jeune. Or, ce diagnostic a un effet d'étiquette, de stigmatisant, et parfois même un effet identitaire, par lequel le jeune en vient à s'identifier à son diagnostic. Ainsi, il n'est pas rare d'entendre un jeune dire «je suis un TDAH» et se construire en conséquence, que ce soit en opposition ou en congruité à cette étiquette.

Il n'est pas question ici de nier les difficultés vécues par les jeunes et leur entourage, ni l'apport de la médication pour certains, mais plutôt d'en appeler à une réponse plus large et généreuse, qui tiendrait compte des difficultés sociales et économiques vécues par les jeunes. Ainsi, de s'attaquer aux conditions de vie de ces personnes souffrantes nous semble, d'entrée de jeu,

---

<sup>1</sup> Une vaste consultation a été menée auprès d'une centaine de groupes communautaires dans le cadre de la tenue prochaine du «Forum Jeunes et santé mentale : pour un regard différent», organisé par le Regroupement des auberges du cœur du Québec (RACQ), l'Association des groupes d'intervention en défense des droits en santé mentale du Québec (AGIDD-SMQ) ainsi que le Regroupement des ressources alternatives en santé mentale du Québec (RRASMQ). Ce forum se tiendra le 15 avril 2016.

comme une posture plus raisonnable que de proposer la médication comme solution unique, voire magique.

Ainsi, il nous semble incontournable de nous demander collectivement, dès lors : comment répondons-nous actuellement aux difficultés vécues par les jeunes? Ces réponses sont-elles adéquates? Comment mieux faire face aux problématiques, dans le respect du vécu des personnes? Or, les réponses à ces questions ne sont pas toutes tracées et demandent à ce qu'un vaste mouvement citoyen s'en saisisse, afin que cet enjeu ne soit pas mis de côté. De répondre plus adéquatement aux difficultés vécues par les jeunes nous semblent une question incontournable, une question que nous ne pourrons, en tant que société, éviter encore longtemps.

**Doris Provencher, Directrice générale de l'AGIDD-SMQ**

**Robert Théoret, Responsable à l'action politique du RRASMQ**

**Tristan Ouimet-Savard, Coordonnateur au développement des pratiques et défense des droits au RACQ**